



Un prêt de la Banque mondiale aidera à lutter contre la pollution

En vue de protéger la santé publique et l'environnement naturel, la Banque mondiale **avril 2003** a signé hier un prêt d'un montant de 20 millions de dollars en faveur du Gouvernement iranien pour réduire l'impact de la pollution aquatique et atmosphérique dans les villes principales réparties à travers les cinq provinces du pays. Cette initiative, qui constitue la première du genre en faveur d'une meilleure gestion de l'environnement en Iran, mettra l'accent sur le renforcement de la capacité du Ministère de l'environnement à répondre aux problèmes de pollution.

NOTE SECTORIELLE

LE SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Malgré des améliorations importantes et régulières au cours de la dernière décennie, les générations futures de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) continueront à affronter de graves défis environnementaux dont la baisse des ressources en eau par habitant, la perte de terres arables, les problèmes de santé liés à la pollution, et des institutions environnementales et cadres juridiques déficients. Des niveaux de 1997 de 1.045 mètres cubes par an, les ressources en eau annuelles renouvelables devraient tomber à 740 m³/an d'ici 2015. Malgré la croissance des populations urbaines, une moyenne de 88 pour cent des ressources en eau de la Région MENA sont affectées au secteur agricole, 7 pour cent seulement étant destinées à la consommation domestique. La rareté de l'eau est aggravée par sa qualité, qui affecte principalement les pauvres de la Région.

La Région est également menacée de la perte de terres arables et de l'augmentation de la dégradation côtière qui sont essentiellement provoquées par des pratiques agricoles non viables et une concurrence incontrôlée des ressources terrestres et marines. Les terres de cultures permanentes, qui représentent actuellement moins de 6 pour cent de la superficie totale, se réduisent en raison de la sérieuse dégradation des terres et des sécheresses récurrentes. Les problèmes de santé liés à la pollution, en particulier dans les centres urbains et industriels, constituent un autre défi. Les causes de cette situation comprennent entre autres les décharges municipales ouvertes, l'usage de l'essence au plomb dans un parc automobile vieillissant et mal entretenu, l'usage inefficace de combustibles fossiles comme source d'énergie, et les émissions de particules et d'oxyde de soufre provenant des industries. Enfin, les institutions environnementales et les cadres juridiques déficients empêchent les pays de relever comme il convient les défis environnementaux tels que les trois décrits ci-dessus.

La stratégie environnementale de MENA

Au titre de l'effort global entrepris par la Banque mondiale pour établir une Stratégie environnementale commune, la Région MENA a réexaminé son document de politique de 1995, « *Développement durable : une stratégie environnementale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord* » en juillet 2002 pour assurer qu'il était toujours valable. A cet égard, elle a préparé une [Mise à jour de la stratégie environnementale](#) qui se fonde sur une série de consultations stratégiques et opérationnelles (voir [Consultation sur la stratégie environnementale de MENA](#)) et de consultations Web. L'axe fondamental de la Stratégie MENA est d'incorporer les problèmes environnementaux dans les politiques, les programmes et les projets. La stratégie porte sur quatre domaines :

1. Renforcer la qualité et l'efficacité du processus d'évaluation environnementale et sociale des pays pour toutes les actions de développement ;
2. Démontrer l'importance économique d'un environnement propre en entreprenant des études pour évaluer le coût de la dégradation de l'environnement, ainsi que du travail analytique pour identifier les interactions entre environnement et échanges et environnement et réduction de la pauvreté ;
3. Intégrer les composantes environnementales dans des projets d'investissement sectoriel ciblés ainsi que dans des domaines globaux de l'environnement tels que la protection de la biodiversité et la réduction des gaz à effet de serre ; et

4. Mettre au point des systèmes de suivi et évaluation ainsi que des indicateurs pour mesurer les progrès aux niveaux de projet/programme et stratégique/politique.

Les services hors prêt de la Région MENA appuient l'incorporation de l'environnement à l'aide d'une coordination et communication intersectorielles et du renforcement des efforts d'incorporation entre les ministères de l'environnement et les ministères sectoriels, ainsi que les organismes du secteur privé et du secteur public. On peut citer comme exemple des activités :

- Etudes sur le coût de la [dégradation de l'environnement](#) au niveau macroéconomique et sectoriel, avec un accent spécial sur la qualité de l'eau ;
- Analyse environnementale du pays pour la Tunisie et l'Egypte ;
- Evaluation environnementale stratégique sur la gestion des zones côtières ;
- Revue des questions de la qualité de l'eau dans des projets financés par la Banque en Egypte ;
- Evaluation de la pauvreté, interactions entre environnement et santé en Egypte, au Yémen et à Djibouti ; et
- Revues de l'énergie et de l'environnement en Egypte et en Iran .

Partenariats régionaux

Au niveau des pays, MNSRE participe ou réunit un groupe de coordination de pays donateurs sur l'environnement dans le but de réaliser une plus grande intégration des efforts et de réduire les doubles emplois. Au niveau régional, MNSRE s'emploie à la coopération entre les activités du Programme environnemental d'assistance technique pour la Méditerranée (METAP) et d'autres organisations régionales et les réseaux d'ONG. L'intervention de MNSRE se poursuivra dans trois programmes de la Région - METAP, l'Initiative de désertification régionale de MENA, et l'[Initiative régionale de l'eau](#).

Le [METAP](#) poursuivra sa fonction de mécanisme qui fournit l'assistance technique pour renforcer les interventions de la Banque au niveau de l'environnement sur une échelle régionale. Depuis sa création en 1990, le METAP a été un instrument novateur qui a rassemblé les pays de la région Méditerranée et les donateurs multilatéraux pour aider les pays bénéficiaires à la préparation de projets et au renforcement de leur capacité de gestion de l'environnement au niveau régional. Dans ses trois phases antérieures, le METAP a fourni près de 60 millions de \$EU d'assistance technique dans des domaines allant de la préparation de projets au renforcement institutionnel, au développement de politiques, à la formation, à l'établissement de réseaux régionaux et à l'autonomisation locale dans divers secteurs de l'environnement. Les six partenaires du METAP sont la Communauté européenne, l'Agence suisse pour le développement et la coopération, le Gouvernement finlandais, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale. En 2001, dans sa quatrième phase le METAP a été remodelé pour focaliser ses activités sur trois secteurs essentiels appelés « piliers ». Ces piliers sont les suivants : a) Qualité de l'eau, gestion des eaux usées et des zones côtières ; b) Gestion des déchets municipaux et dangereux ; et c) Instruments de politique et de législation. Deux thèmes entrecroisés sous-tendent ces trois piliers : La gestion du savoir et les 21 activités de capacité locale. Pour d'autres informations, veuillez consulter la page Web du METAP www.metap.org.

Sélectivité

La Banque recentrera certaines de ses activités en passant progressivement des projets indépendants d'assistance technique à l'environnement, à l'intégration des composantes environnementales dans des opérations sectorielles avec des résultats bien définis ; en supprimant la préparation de notes additionnelles sur le secteur de l'environnement ou de Plans d'action nationaux de l'environnement (PANE) ; et en recentrant les fonctions et les responsabilités des spécialistes de l'environnement de la Région pour assurer un appui technique et politique en amont ; assurer la conformité aux politiques de sauvegarde environnementales et sociales de la Banque ; et en améliorant l'exécution des composantes environnementales dans différents projets.

Août 2004

Pour plus d'informations, veuillez contacter ;
À Washington: Chirine H. Alameddine, téléphone: 1 (202) 473-7199;
Email: calameddine1@worldbank.org